

Vous êtes journaliste à la LCI, filiale de TF1 et en même temps vous écrivez des articles pour le Monde Diplomatique, journal ancré à gauche. Comment parvenez-vous à concilier votre engagement au sein des deux organismes ?

Je dirais qu'il s'agit de pragmatisme économique. La LCI est ma source de rémunération, le Monde Diplomatique ne paye pas vraiment. La Chaîne Info n'est pas si engagée à droite que ça en réalité, si on la compare à d'autres chaînes ou journaux. Eh puis, au sein de la LCI, je suis étiqueté à gauche, tout le monde sait que je suis écologiste. Avoir une palette de recrutement large améliore l'image de la LCI.

Mais ne tant que journaliste, je fais d'autres choses aussi, comme des documentaires, j'essaye de ne pas me cantonner à une activité.

Personnellement je suis abonnée au Monde, et la controverse des gaz de schiste est peu ou pas couverte en ce moment. Comment expliquez-vous cela ? Y a-t-il des médias qui couvrent davantage la question des gaz de schiste que d'autres ?

La couverture médiatique de la question des gaz de schiste a connu plusieurs phases.

Première phase : avant la mobilisation citoyenne

En 2009, lorsque j'ai vu que la question se posait d'une future exploitation des gaz de schiste en France, j'ai été extrêmement surpris et inquiet, je me suis mis à contacter beaucoup de personnes dans les médias, mais personne ne s'est réellement intéressé à la question, même dans les médias de gauche.

La couverture des gaz de schiste a été totalement insuffisante à mon goût. A part la presse spécialisée qui avait une approche plutôt technique de la question, dans la presse grand public, personne n'en parlait, à l'exception de quelques articles éparses écrits par des journalistes comme Fabrice Nicolino ou Sylvain Lapoix. Le sujet au départ n'intéressait pas les rédacteurs en chef.

Deuxième phase : lorsque la mobilisation citoyenne s'est fait ressentir

Ce sont les citoyens militants des régions concernées qui ont fait parler des gaz et hydrocarbures de schiste. Lorsqu'ils sont arrivés à réunir 10 000 personnes à Villeneuve-le-Berg en février 2011 (Ardèche), les médias surpris se sont mis tout à coup à en parler, les politiques aussi, d'autant plus que les cantonales se préparaient.

En printemps 2011, la question des gaz de schiste est arrivée en haut de l'agenda médiatique parce que les élus l'ont mis à l'ordre du jour de leurs discours. Tout-à-coup tout le monde politique était contre : Christian Jacob (UMP Seine-et-Marne) dit on n'en veut pas *ad vitam aeternam*. Au PS, JL Borloo aussi s'insurge alors que c'est lui qui avait suivi les accords donné aux exploitants. Les médias se centrent sur les partis politiques et sur les personnalités qui dès lors portent l'indignation contre les projets d'exploitation (Nicolas Hulot, Eva Joly, José Bové). Ils négligent un peu le fait que la mobilisation a en réalité été avant tout citoyenne, « grassroots » comme disent les américains.

Après la loi du 11 juillet 2011 sur l'interdiction de la fracturation hydraulique :

Pour beaucoup de personnes des médias, le sujet des gaz de schiste a été réglé par la loi. La couverture médiatique, en parallèle avec l'agenda législatif, s'est majoritairement terminée lorsque la loi est passée.

Pour moi il y a vraiment eu un déficit d'information sur le sujet des gaz de schiste de la part des médias. Les citoyens ont eux-mêmes cherché, trouvé et propagé les informations sur internet. Nous sommes devant un bel exemple où bataille de l'information sur le net a été gagnée par la mobilisation citoyenne. Les industriels, pro-gaz de schiste ont été pris de court. Les citoyens ont fait preuve d'une sorte de vitalité démocratique qui relevait d'après moi de l'urgence.

Pourtant, les industriels ont eu beaucoup plus facilement accès aux pages des médias, contrairement aux mouvements citoyens, qui ont eu droit à des articles couvrant leurs activités d'un point de vue factuel essentiellement.

Mais il est normal que la couverture médiatique de la question des gaz de schiste ne satisfasse pas les collectifs citoyens : hyper engagés, ils ont forcément des grosses attentes au vis-à-vis des médias. Ils ne saisissent pas le fonctionnement des médias : les médias se concentrent sur des personnalités charismatiques (Bové, Hulot, Joly). Dès que c'est un peu technique, les médias craignent d'ennuyer le public. Le grand critère du choix de l'information, c'est le « concernant » : il faut que l'information concerne les gens. Les gaz de schiste sont un sujet technique dont on pense qu'il ne va pas intéresser le citoyen moyen. La vision centrée sur Paris de beaucoup de médias y est aussi pour quelque chose. Les décideurs des médias ne comprennent pas l'importance de ce qui est en jeu.

Il existe des disparités géographiques en ce qui concerne la couverture médiatique de la controverse des gaz de schiste en France.

La presse locale a été dans une couverture de la controverse beaucoup plus continue que la presse nationale, étant donné qu'elle est proche du terrain. Le public citadin s'intéresse beaucoup moins à la question que le public rural.

Qui aurait pu décider de lancer un grand débat sur les gaz de schiste ? Les politiques ?

Le problème, c'est que lorsqu'ils ont saisi le sujet, tous les politiques se sont positionnés contre les gaz de schiste. A peine commencé, le débat était clos ! Mais quand on se penche sur le fond de la loi, des amendements, l'interdiction n'est que partielle... Cela aurait été aux décideurs des médias d'organiser un réel débat.

Les personnes engagés dans le collectif Ile de France ont parlé du fait qu'une dé- crédibilisation des militants est opérée par les médias qui leur demandent d'exprimer leur colère sans leur laisser le temps de proposer leurs solutions. S'agit-il d'une intension maligne de la part des médias en question ?

Dans les médias, le temps est extrêmement compté. En réalité, lorsqu'on a 1 min 15 pour couvrir un sujet : il faut choisir, il n'y a pas le temps à la discussion réelle.

Comment expliquer une mobilisation aussi rapide en France ? Le film Gasland a-t-il été déterminant ?

L'effet Gasland a été certain : le film a été déterminant dans toutes les réunions publiques. Les Etats-Unis ont dix ans d'avance sur nous, tous les problèmes environnementaux ont eu le temps d'y éclore et d'être connus avant que l'exploitation n'ait pu commencer en France. Mais c'est un film militant qui ne prétend pas être une enquête journalistique. Josh Fox est comédien metteur en scène. Un journaliste a un devoir de faire quelque chose de complexe, de modérer son propos (ex : un journaliste tournant un documentaire n'aurait pas pu se permettre par exemple de jouer sur un bonjo avec masque à gaz).

La NY Times a publié un article intéressant étudiant l'objectivité de Gasland : estime les exagérations de Gasland d'une façon à peu près objective. Josh Fox a gardé seulement les témoignages de personnes qui avaient des problèmes. Ce film laisse penser qu'exploitation implique obligatoirement problème. Or ce n'est pas le cas. Il existe de plus des conditions toutes particulières aux USA : extrêmement peu de régulation, ce qui a permis de forer n'importe comment à certains endroits. En réalité, 80 accidents sérieux recensés aux Etats-Unis sur les dix ans qui ont précédé juin 2011 sur toutes les exploitations, sur 500 000 puits forés.

Mais cela n'empêche pas que nous avons vu que l'exploitation présente des risques avérés.

Sans Gasland, la mobilisation aurait été certainement bien plus lente, moins enflammée. C'est le pouvoir des images.

Où en est la mobilisation citoyenne maintenant ?

La mobilisation continue, même si les médias n'en parlent pas beaucoup. Le revers de la médaille de cette interdiction qu'a été la loi du 11 juillet 2011, c'est qu'elle donne l'impression que la question est réglée, alors qu'elle ne l'est pas. La situation maintenant est plus floue aux yeux du public. Le combat en est devenu plus difficile. Les industriels jouent sur les mots (Canard enchaîné de la semaine dernière) : « stimulation hydraulique », « hydro-stimulation », en essayant d'éviter le terme « schiste », en utilisant l'expression « hydrocarbures de roche mère » plutôt, ou encore « hydrocarbures liquides ou gazeux ». Ils disent que le gaz non conventionnel ou pétrole non conventionnel n'existent pas, que ce sont les méthodes d'extraction qui peuvent être non conventionnelles. Ils jouent sur le déficit de connaissances du citoyen lambda, du journaliste et du politique. Ils complexifient délibérément la controverse pour rendre la mobilisation plus difficile.

Typiquement, le discours que tiennent les Industriels est que la fracturation hydraulique existe depuis 40 ans, et qu'il n'y a donc rien à craindre d'elle - oui, mais la spécificité des gaz de schiste, c'est le forage horizontal, ce que les pétroliers ne disent pas, procédant ainsi en quelque sorte à une arnaque intellectuelle.